



**Le Président Macron, idole des ultra-riches,  
en visite dans l'Eure mardi 15 janvier 2019**



**FAISONS ENTENDRE NOS  
COLÈRES ET REVENDICATIONS !**

Totalement sourd au mécontentement social qui agite notre pays, multipliant mépris, enfumage et provocations en tout genre, l'ex-banquier Macron maintient son cap de destruction libérale de notre modèle social.

Malgré les luttes, les souffrances populaires et l'ampleur des exigences sociales, le Président monarque fait délibérément le choix d'épargner de toutes contributions ses amis du grand patronat, les grandes fortunes et les banques.

Pire, il fait le choix de criminaliser les mouvements de protestations contre sa politique et stigmatise les chômeurs et les plus déshérités. «*Le grand débat national* » n'a pour seul objectif que de légitimer Macron dans la poursuite de sa politique de casse sociale. **Nous réaffirmons que l'heure n'est pas à la concertation mais à la riposte et à la mobilisation pour obliger le gouvernement et le patronat à répondre à l'urgence sociale.**

**Face à cette offensive de classe et cette surdité, les Unions  
Départementales CGT de l'Eure et de la Seine-Maritime appellent à  
un RASSEMBLEMENT à l'occasion de son déplacement le :**  
**Mardi 15 janvier 2019 à partir de 14 h**  
**Rond-Point Maison Brûlée – Sortie d'autoroute A13**

Ensemble et en résonance avec les mouvements de protestations, elles exigeront :

- L'augmentation du SMIC à 1 800 € et des salaires, des retraites et des pensions, le dégel immédiat du point d'indice dans la fonction publique ;
- Le retrait du projet de création d'un système universel de retraite par point et le maintien des 42 régimes de retraites existants et du code des pensions pour les fonctionnaires ;
- Le rétablissement de l'ISF
- L'arrêt du CICE et la réorientation des aides publiques aux entreprises ;
- L'arrêt des politiques d'austérité et des coupes sombres dans les dépenses publiques ;
- L'arrêt des plans de licenciements et de suppressions d'emplois ;
- L'abrogation de la réforme du lycée, de celle du BAC et de PARCOURSUP, le maintien du BAC national et du libre accès pour tout bachelier dans l'université et la filière de son choix ;
- L'abrogation de la loi El khomri et des ordonnances Macron.
- L'arrêt des poursuites pénales, la relaxe des militants condamnés. L'annulation des procédures disciplinaires contre les militants syndicaux

**Elles exigeront la satisfaction de leurs revendications.**

***Tous ensemble, on peut gagner !***